

LE PCF ET LA DÉMOCRATIE DANS L'ENTREPRISE

Le PCF reconnaît que le capitalisme s'accompagne de maux de toutes sortes, de calamités, d'horreurs. Il est même prêt à reconnaître toutes les tares du capitalisme, et encore d'autres s'il le fallait, sauf l'essentiel : à savoir qu'elles ne sont que des conséquences inéluctables de la contradiction fondamentale entre le caractère social de la production et l'appropriation privée des moyens de production. Aussi, le PCF ne s'adresse à la classe ouvrière, nullement en reconnaissant qu'elle est la seule classe révolutionnaire capable de résoudre cette contradiction, mais pour s'apitoyer sur son sort et lui promettre d'atténuer ses souffrances par des réformes, des aménagements du capitalisme. "*Réformes démocratiques*", "*nationalisations*", "*démocratisation de l'Etat*", etc. font partie de la panoplie des mots magiques par lesquels le PCF escamote la révolution de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat au profit de la "*démocratie avancée*". Démocratie tellement "avancée" qu'elle laissera intacte la machine d'Etat la même armée, la même police, les mêmes fonctionnaires coupés du peuple, les mêmes lois, etc.

Nous avons déjà critiqué nombre de ces différents aspects du programme commun (comme celui de l'armée dans PLP n°12, ou de "L'union du Peuple" dans PLP n°11, etc.). Nous poursuivons dans cet article en nous limitant aux promesses démagogiques que fait le PCF aux ouvriers, quant à la "*démocratie dans l'entreprise*". Nous verrons dans un prochain article où il cherche à nous emmener avec "*la démocratie économique*" et les nationalisations.

La "*démocratie dans l'entreprise*" est un thème que les révisionnistes abordent volontiers aujourd'hui pour tenter de bien persuader les ouvriers que l'arrivée au pouvoir des Marchais et Cie apporterait des changements non seulement sur le plan salarial, mais aussi dans les rapports entre patrons et ouvriers. Bref, les patrons ne seraient plus tout à fait les maîtres absolus, et les ouvriers auraient une parcelle de pouvoir (avec l'ensemble de la maîtrise, cadres, etc.). Voilà même les révisionnistes qui accusent le PS d'abandonner l'autogestion !

Bon nombre d'ouvriers, même s'ils ne se font guère d'illusions sur le caractère politique du programme commun, se posent des questions : la démocratie dans l'entreprise, est-ce que ça n'améliorera quand même pas les conditions de travail ? Est-ce que ça changera quelque chose dans les rapports d'organisation du travail ? Et si ça change, à quoi cela va aboutir du point de vue des intérêts profonds du prolétariat ?

C'est à ces questions que nous allons essayer de répondre.

1. Qu'est-ce que la "*gestion démocratique*" des entreprises vue par le PCF ?

Tout d'abord, notons que les mesures préconisées concernent surtout les entreprises nationalisées. Les millions d'autres ouvriers non concernés n'ont droit qu'à de vagues promesses.

Dans les entreprises nationalisées, il y aura un conseil d'administration tripartite : 1/3 de représentants élus des travailleurs sur des listes présentées par les "*organisations syndicales représentatives*". Pour un autre tiers de représentants désignés par l'Etat qui "*veilleront à intégrer l'action autonome des entreprises au sein de la planification*" et superviseront les rapports inter-entreprises. Enfin, le dernier tiers sera composé de "*représentants des usagers*". Quels seront ces usagers ? Tout d'abord les autres entreprises publiques ! Les intérêts économiques des entreprises, par l'intermédiaire de l'Etat et des "*usagers*" seront bien représentés !

Ensuite, les organismes syndicaux ou professionnels nationaux et les collectivités locales. On le voit, les syndicats seront là aussi bien présents : en tant que représentants des travailleurs dans la première

composante, en tant qu'usagers dans la troisième ! Les chefs réformistes ne seront pas au chômage sous l'union de la gauche !

Ce sont là les seules mesures vraiment précises proposées par les révisionnistes quant aux changements dans la direction des entreprises (nationalisées uniquement). Mais on peut accoler autant de fois que l'on veut le mot "démocratique" au mot de "gestion", on peut faire en sorte que le PDG soit élu et non pas nommé par l'Etat, (et ainsi se prétendre plus "à gauche" que le PS qui préfère cette solution), on peut faire siéger des représentants syndicaux aux conseils d'administration, cela n'aura pas pour effet de faire disparaître les lois de fonctionnement du régime capitaliste. On retrouve dans ces mesures la revendication d'une couche d'aristocrates et bureaucrates ouvriers, de cadres divers, qui espèrent ainsi se propulser vers les fauteuils de direction, auxquels ils ont goûté en 1947 et aujourd'hui encore dans différentes entreprises nationalisées, commissions, municipalités, etc.

Mais à l'intérieur des entreprises nationalisées, les rapports de classe resteront inchangés. Quelques dirigeants changeront, c'est tout.

Les révisionnistes protestent que cela est faux. Car vous oubliez, disent-ils, que ces nouveaux conseils d'administrations seront contrôlés par les travailleurs, qui ainsi auront moyen de faire prévaloir leurs vues. Alors, voyons cet argument.

2. Qu'est-ce que le "contrôle" pour les révisionnistes ?

Dans les entreprises nationalisées, des *"conseils d'atelier permettront l'intervention directe des salariés sur les conditions de travail, l'organisation et le contenu du travail"* (déclaration à la CFDT du 7/11/77). Quel est le contenu de cette *"intervention"*. Aujourd'hui aussi les ouvriers peuvent faire des suggestions à la direction pour améliorer l'organisation du travail, etc. Il existe souvent des "boîtes à idées". Qu'y aura-t-il de changé concrètement : le PCF est bien en mal de le préciser. En fait, nous le verrons, il est prêt à reconnaître tous les droits en parole. Mais quand à la réalisation pratique de ces droits, il reste muet. Et c'est normal puisque là on touche à la question du pouvoir, et que celui-ci restera bourgeois.

Il en va de même pour les mesures concernant les entreprises en général. Il s'agit essentiellement du Comité d'Entreprise, devenu organe de collaboration de classe par excellence qui aura *"un droit de recours suspensif en matière d'embauche, de licenciement, de condition de travail. Aucun licenciement ne pourra être effectué sans reclassement préalable"*. Est-ce que les ouvriers veulent un *"droit de recours suspensif"* ou bien veulent-ils cesser d'être considérés comme une marchandise dont on achète la force de travail, puis qu'on licencie au gré des fluctuations du Capital ? Les révisionnistes cherchent là à tromper les masses ouvrières en leur faisant croire qu'ils promettent la suppression du chômage, des licenciements. Mais ils n'osent le dire ouvertement car ils savent bien que tant que subsistera le capitalisme, le chômage existera. Aussi ce "droit suspensif" ne sera qu'un moyen pour les patrons de faire mieux accepter les licenciements, à l'aide de ces Comités d'Entreprises, qui, disposant de *"toutes les informations nécessaires"*, prouveront qu'il y a des difficultés, que la concurrence est dure, que les profits sont atteints (ce qui est inévitable sous le capitalisme)... et proposeront des "reclassements". A conditions égales, à salaire égal, dans la même ville ? Sur tout cela, c'est-à-dire sur le contenu même du mot reclassement, sur la valeur réelle de ce droit, le PCF garde un silence significatif.

Imaginons un instant que les ouvriers se mettent vraiment à "contrôler" les capitalistes, et tous les dirigeants d'entreprise. Pour pouvoir le faire, pour que ce contrôle soit vraiment effectif, il faudrait qu'ils puissent vérifier toutes les opérations comptables et financières. Il faudrait que soit aboli le secret bancaire, commercial. Que soient abolis tous les réseaux, les complicités établies à tous les niveaux par les capitalistes depuis des années, et par lesquels ils peuvent tourner n'importe quelle loi. Que puissent être réellement contrôlées les dépenses et recettes. Que soient abolies les soi-disant libertés individuelles (les seules que protège la bourgeoisie), comme la liberté de cacher ses revenus, de maquiller ses comptes, de cacher ses capitaux, etc. Mais toutes ces "libertés" de la bourgeoisie, le PCF ne veut pas y toucher d'un cheveu, pas même préconiser ne serait-ce que la publication des revenus et des fortunes ! Rien. Car en fait, pour réunir toutes les conditions sans lesquelles le contrôle n'est qu'une phrase en l'air, il faut que le prolétariat détienne le pouvoir d'Etat, expulse des ministères et autres organes tous les hauts fonctionnaires larbins de la bourgeoisie, qui l'aident dans ses magouilles,

établisse sa propre justice, etc. Contrôler la bourgeoisie ne peut être que lui mettre le couteau sous la gorge : sans cela elle ne rendra jamais aucun compte. C'est une énorme tricherie que de parler du contrôle ouvrier sans fixer les moyens indispensables de ce contrôle : un appareil d'Etat qui soit effectivement aux mains de la classe ouvrière.

Donc, pour les révisionnistes, le contrôle est un droit vide de tout contenu prolétarien, une phrase creuse.

3. Qu'est-ce donc que la "démocratie dans l'entreprise" pour le PCF ?

3.1. Une tentative pour enterrer la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière au nom de "l'Union du Peuple de France" (voir notre article dans PLP n°11). Le PCF ne parle pas en effet de la gestion ouvrière, du contrôle ouvrier, du pouvoir ouvrier, mais de l'union de tous les anti-monopolistes. *"L'intervention due la classe ouvrière... sauf à être inefficace et stérile, ne saurait s'exercer sans celle des autres catégories de travailleurs (et encore moins contre eux) pour aujourd'hui et demain". "Ouvriers, techniciens, employés, cadres et ingénieurs pourront ainsi débattre et agir dans leur intérêt commun".*

Ainsi donc l'O.S. qui trime 45 heures par semaine sur une machine avec des cadences infernales, et l'ingénieur qui conçoit tranquillement dans son bureau ces mêmes cadences, au service du capital, ont le même intérêt ! La pilule va être un peu dure à faire avaler aux ouvriers, messieurs du PCF !

Le PCF nous explique que *"isolée, la classe ouvrière ne peut avoir de rôle dirigeant"*. Le PCF renverse les choses : diluée dans la masse de tous les salariés, du PDG à l'employé de banque, la classe ouvrière ne peut sûrement pas avoir un rôle dirigeant. Diriger veut dire fixer son programme, établir son pouvoir. Et alors seulement, on peut appeler d'autres couches qui peuvent accepter d'appliquer ce programme, participer à l'exercice de ce pouvoir. Mais pour le PCF, la démocratie dans l'entreprise, c'est le pouvoir aux cadres, sous prétexte que doivent diriger ceux qui ont la "compétence". La démocratie dans l'entreprise, c'est l'O.S. serrant affectueusement la main de l'ingénieur et du contremaître, chacun à sa place au nom de la *"communauté d'intérêt"*. *"Nous respectons la diversité et nous ne demandons par exemple ni aux cadres, ni aux médecins, ni aux petits et moyens entrepreneurs de renoncer à ce qu'ils sont"* déclare Marchais - Options¹ n° 120 - Ni à leurs privilèges bien sûr !

3.2. Une tentative pour détourner la classe ouvrière de la lutte pour briser tous les rouages du pouvoir de la bourgeoisie et imposer son pouvoir. Les révisionnistes s'appuient sur la juste aspiration des masses populaires à se défaire de l'Etat bourgeois qui les opprime. Pour mieux la dévoyer. Ils brandissent l'épouvantail de l'Etat des monopoles et jurent qu'ils lutteront contre l'étatisation. Pour eux *"la démocratie dans l'entreprise est incompatible avec l'étatisation"*. Parler ainsi c'est brandir un guignol pour détourner l'attention. Car lutter contre "l'étatisation" ne peut se concevoir sans lutter contre ce qui est la force de l'Etat : le pouvoir d'une classe, son appareil par lequel elle exerce ce pouvoir (armée, police, justice, etc...). Parler ainsi, c'est dire à ceux que le brigand va détrousser, et qui tient le fusil : *"vous avez le droit de discuter démocratiquement de la façon dont vous voulez être détroussés"* et présenter une telle discussion comme "incompatible" avec le brigandage !

C'est drôle de voir le PCF reprendre à son compte les thèses petites bourgeoises de l'autogestion, qu'il faisait semblant de tant critiquer en mai 68. Devant un PS qui hésite à aller trop loin dans les promesses de réformes, Marchais s'indigne... et accuse les socialistes de n'être pas assez "autogestionnaires" ! Tout est bon pour essayer de paraître le Parti qui *"défend les pauvres"*. Après avoir officiellement abandonné la dictature du prolétariat (après des années de trahison), le PCF n'en est plus à un reniement près. Au meeting de la Porte de Pantin, le 28 septembre dernier, Marchais accuse le PS de déviation *"collectiviste"*, *"étatique"* (parce que le PS refuse que le conseil d'administration des entreprises nationalisées élise son président) et il termine son envolée en disant : *"Est-ce ainsi qu'on avancera sur la voie de l'autogestion ?"* Ailleurs, nous lisons : *"Il s'agit d'avancer résolument sur le chemin d'une gestion toujours plus large de la société toute entière par les travailleurs eux-mêmes, par les citoyens eux-mêmes, c'est-à-dire de l'autogestion"* (Humanité, 7/10/77). Marchais met la charrue avant les bœufs : ce

¹ « Options » : revue de l'UGICT, des cadres CGT

qu'il décrit ainsi c'est le communisme, société dans laquelle effectivement l'ensemble des travailleurs géreront les affaires sans qu'il y ait besoin d'état. Mais cela ne sera possible que lorsque les classes auront disparu, à travers le long chemin du socialisme. Nous faire croire que sans la dictature du prolétariat, sans le pouvoir de la classe ouvrière pour la diriger vers le communisme, on va pouvoir vivre demain dans une société pareille... c'est un mensonge qui n'a pour but que de désarmer la classe ouvrière, que de la noyer dans "*l'ensemble des citoyens*", dans "*l'Union du Peuple de France*".

3.3. Une tentative pour détourner la classe ouvrière même de ses luttes les plus spontanées, les plus "vitales" : les luttes de la vie quotidienne, pour les salaires, les conditions de travail. Grâce aux nouvelles instances "démocratiques" dans l'entreprise, grâce aux syndicats qui verront leurs privilèges accrus, les problèmes seront "réglés" pacifiquement. Et ceux qui se révolteront quand même ne pourront être que de dangereux gauchistes, provocateurs, fous à envoyer à l'hôpital psychiatrique, à l'exemple de ce qui se fait en URSS.

La "démocratie dans l'entreprise", ce n'est en fait que de la trahison, de la collaboration de classe.

4. La "démocratie dans l'entreprise", c'est la collaboration de classe.

Pour le PCF, malgré les entraves qu'y mettrait "*l'Etat des monopoles*", les entreprises nationalisées seraient un phare, un exemple de démocratie pour l'avenir ! Regardons de plus près cet exemple. A EDF des "comités mixtes", organismes démocratiques rassemblant directeurs et employés ont pour rôle "*d'étudier et présenter toutes les suggestions qui visent à améliorer le rendement du travail, ainsi que les conditions de fonctionnement des services et à réaliser des économies de tous ordres*". Voilà qui est instructif : la démocratie, c'est associer les travailleurs à leur propre exploitation.

Les statuts de la Régie Renault indiquent que c'est : "*un établissement industriel et commercial doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière suivant les règles couramment en usage dans les sociétés industrielles et commerciales*". C'est-à-dire que, mis à part le fait que l'Etat est actionnaire, Renault doit fonctionner comme n'importe quelle entreprise capitaliste. Les récentes grèves témoignent de l'exploitation subie par les ouvriers. Renault tire sa "prospérité" du fait qu'il s'agit d'un énorme trust multinational (tiens pourquoi le PCF ne le dit pas, qui critique tant les "multinationales" ?), qui exploite de nombreux ouvriers partout dans le monde. Bel exemple de conquête ouvrière et de démocratie quand le directeur de Renault-Argentine, par exemple, fait tirer sur des ouvriers en grève.

La "*paix sociale*", voilà ce que recherche le PCF avec la "*démocratie dans l'entreprise*" car c'est le prix qu'il doit offrir à la bourgeoisie pour aller au gouvernement.

Les Radicaux de Fabre en s'y trompent pas qui déclarent : "*il s'agit d'aller bien au-delà, puisque c'est un peu d'une certaine manière la paix sociale indispensable à la bonne gestion économique dont la gauche doit se doter*".

C'est Mitterrand qui, à la télévision en mai dernier, avait ouvert le tir en annonçant face à Barre que la paix sociale était nécessaire pour "*conduire l'économie vers un stade meilleur*". Et Ségué d'ajouter "*il y aura une entente gouvernement-syndicats*" (Huma. 15/10/77).

En fait, le PCF promet ainsi à la bourgeoisie de lier les mains de la classe ouvrière, de tout faire pour éviter les grèves, les luttes,... en échange de quelques réformes, pour faire avaler la pilule. Comme le confirme Poulain, membre du Comité Central du PCF : "*avec le programme commun il y aura moins de chances qu'il y ait des conflits dans l'entreprise ou dans la nation*" (Le Monde 3/7/77). Ce que prépare le PCF, c'est la collaboration la plus ignoble avec la bourgeoisie.

Ce qu'il prépare, c'est la participation des ouvriers... au développement du capitalisme. "*Il ne sera pas possible d'augmenter la productivité du travail... sans la participation des travailleurs*". Voilà qui est limpide : les révisionnistes appellent les ouvriers à se retrousser les manches... pour la bonne santé du capitalisme. Pour appâter les ouvriers, ils ont monté l'opération "*participation de tous à l'autonomie de gestion*". Le CE aura en effet son mot à dire sur les investissements, les programmes, etc. et donc

chacun pourra se sentir "responsable" de la gestion et de la compétitivité de "son entreprise"... qui restera au bout du compte l'entreprise des capitalistes. Les patrons vont y trouver leur compte. Aujourd'hui, *"l'absence de démocratie est un frein au développement des forces productives"*. Si l'on en croyait le PCF, avec la démocratie, le prolétariat pourrait se faire exploiter dans la joie : son exploitation deviendrait une participation volontaire au développement du capitalisme !

Ce qu'il prépare, c'est l'encadrement de la classe ouvrière. Le rôle des chefs réformistes du mouvement ouvrier va prendre toute son importance : il s'agira bien de contrôler le prolétariat pour lui faire accepter la collaboration de classe.

Les bureaucrates syndicaux seront nombreux dans les structures "démocratiques" (conseils d'administration, CE). Ils s'occuperont de la gestion de l'entreprise capitaliste, bien qu'ils s'en défendent aujourd'hui. *"L'organisation syndicale en tant que telle n'est pas partie prenante de la gestion... Evidemment c'est l'organisation syndicale qui désigne les candidats salariés aux conseils d'administration, présentés au suffrage des travailleurs sur la base d'un programme d'orientation débattu au sein du syndicat"* (Vie Ouvrière, 2/5/77). Ils seront les premiers à combattre la lutte révolutionnaire du prolétariat. Ainsi Krasucki : *"La CGT entend pleinement assumer ses responsabilités. Nous le ferons en excluant toute surenchère irresponsable"* (Huma. 21/0677).

5. Opposer la lutte révolutionnaire à la collaboration de classe

La bourgeoisie, en tout cas ses fractions les plus éclairées, n'ont absolument rien contre la *"démocratisation de l'entreprise"* telle que la propose le PCF. Certes, les patrons préféreraient s'en passer, préféreraient régner le plus possible en monarques absolus. Mais si, par de pareilles mesures purement formelles, ils peuvent s'assurer la paix sociale, tant mieux. N'est-ce pas de Gaulle, représentant le plus prestigieux de l'impérialisme français, qui créa en 1944-45, les Comités d'Entreprises, qui nationalisa nombre d'entreprises, etc. ?

Lénine disait déjà que les bourgeois *"n'ont rien contre la participation des ouvriers au contrôle de l'Etat. Ils savent fort bien que cette participation est le meilleur moyen pour la bourgeoisie de tromper les ouvriers, le moyen le plus raffiné pour soudoyer politiquement..."* tous les bureaucrates et chefs ouvriers réformistes, et par eux si possible la classe ouvrière elle-même.

Rompre avec ces chefs corrompus. Arracher la classe ouvrière au révisionnisme et à l'opportunisme, tel est le préalable indispensable à la révolution socialiste qui seule permettra en pratique, réellement, à la classe ouvrière d'exercer le pouvoir, de contrôler effectivement les dirigeants, de révoquer ceux qui s'écarteront d'elle, etc.

Arracher la classe ouvrière au révisionnisme, c'est tout d'abord conquérir ses éléments les plus avancés, les plus conscients, au marxisme-léninisme. Organiser cette avant-garde en un solide parti communiste.

Pour cela, il est tout à fait insuffisant d'opposer *"la lutte de classe"* au pacifisme, au légalisme du PCF. Il ne suffit pas de proclamer aux ouvriers : *"luttons, luttons..."*, *"attention le PCF collabore, il vous trahit..."*, etc. D'ailleurs, le PCF est tout à fait capable de se "durcir", comme dans la période actuelle, pour mieux tromper les ouvriers.

Ce qu'il faut, c'est développer une vaste propagande marxiste, une vaste propagande sur le programme révolutionnaire. Opposer au réformisme non pas seulement la lutte, mais la politique révolutionnaire, la conscience communiste. Conquérir l'avant-garde sur cette base, tout en sachant la renforcer dans son rôle d'avant-garde, de chefs du mouvement ouvrier. Et pour cela la propagande seule ne suffit pas. Il y faut aussi une tactique qui hâte la faillite du révisionnisme en le démasquant dans les luttes concrètes d'aujourd'hui, qui regroupe autour des chefs ouvriers les éléments les plus avancés de la classe dans toutes les luttes concrètes. Nous y reviendrons dans de prochains articles, tant sur les questions d'organisation, que sur la tactique syndicale, que sur la tactique pour les prochaines élections de mars 78.

Et nous maintenons notre appel pour que se renforce le courant de ceux qui viennent participer à la construction de notre organisation marxiste-léniniste. Notre appel à tous les ouvriers révolutionnaires pour prendre en main les tâches de reconstruction de leur parti. Il n'est pas d'autre voie aujourd'hui pour préparer la chute du révisionnisme.